

BANGLADESH

L'agression contre le Dr Humayun : le gouvernement doit traduire en justice les auteurs présumés

Index AI : ASA 13/002/2004

ÉFAI

Jeudi 4 mars 2004

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Amnesty International condamne avec force les violences perpétrées dans la nuit de vendredi dernier par des agresseurs non identifiés contre le Dr Humayun Azad, un écrivain bangladais connu, maître-assistant à l'université de Dacca. Cette agression a laissé le Dr Azad dans un état critique. Cette agression semble en relation avec les menaces de mort qu'il a reçu après la publication de son dernier roman qui porte sur les groupes religieux du Bangladesh ayant collaboré avec l'armée pakistanaise pendant la guerre d'indépendance de 1971.

Amnesty International demande au gouvernement du Bangladesh d'ordonner une enquête indépendante et impartiale à une autorité compétente et de traduire en justice les auteurs présumés. L'organisation demande également au gouvernement de veiller à la protection et la sécurité de la famille du Dr Azad qui continuerait à recevoir des menaces téléphoniques.

Cette agression a suscité beaucoup d'émotion à Dacca et des groupes d'étudiants ont manifesté pour la condamner. La presse du Bangladesh a rapporté que la police et des militants du parti au pouvoir ont attaqué et blessé de nombreux manifestants le mercredi 3 mars. Amnesty International est préoccupé par ces informations et demande au gouvernement de traduire en justice les responsables présumés et d'empêcher de nouvelles agressions.

Quatre partis d'opposition ont appelé à la grève générale le samedi 6 mars pour protester contre cette agression et demander des sanctions contre ses auteurs. Amnesty International exhorte le gouvernement du Bangladesh à assurer la sécurité de tous les manifestants, y compris les participants à la grève générale du 6 mars. Le gouvernement doit donner des instructions sans ambiguïté à la police pour qu'en aucun cas elle n'ait recours à la violence contre des manifestants pacifiques. Le gouvernement doit aussi s'assurer que les militants du parti au pouvoir sont empêchés d'attaquer les manifestants.

L'agression contre le Dr Azad met en évidence la vulnérabilité des personnes qui expriment pacifiquement leur opinion au sujet des activités des groupes religieux extrémistes au Bangladesh. Amnesty International exhorte le gouvernement du Bangladesh à réagir immédiatement et efficacement à toute demande de protection formulée par des écrivains ou des journalistes qui craignent d'être agressés.

Amnesty International est également préoccupé par les déclarations très politisées et les accusations de responsabilité lancées à l'encontre l'un de l'autre à la fois par le gouvernement et par le principal parti d'opposition à l'occasion de cette agression. Ces déclarations, formulées avant que les faits ne soient établis, risquent d'entraver le cours de la justice et de permettre aux coupables d'échapper à toute sanction.

Complément d'information

Le Dr Humayun Azad a été agressé le vendredi 27 février 2004 alors qu'il sortait d'un salon national du livre et qu'il attendait un rikshaw pour rentrer chez lui. Il est tombé dans le coma après avoir été poignardé à trois reprises par des agresseurs non identifiés. Ces derniers ont aussi fait détonner une bombe artisanale qui a déclenché la fuite des personnes aux alentours, leur permettant de se sauver sans difficulté. Les raisons exactes de l'agression ne sont pas connues, mais des membres de la famille du Dr Azad pensent que les responsables en sont des groupes religieux qui lui auraient adressé des menaces de mort après la publication de son livre, *Pak Sar Zamin Saad Baad* [La première ligne de l'hymne national pakistanais], un roman sur les groupes religieux du Bangladesh qui ont collaboré avec l'armée pakistanaise pendant la guerre d'indépendance de 1971. Le Dr Azad est dans un hôpital militaire de Dacca où son état serait critique. Sa famille aurait reçu des coups de téléphone anonymes de menace leur ordonnant de ne pas entamer d'action en justice contre les auteurs de l'agression.

Selon la presse bangladaise, des groupes religieux ont fait de l'agitation contre la publication du livre et ont milité pour l'introduction d'une loi sur le blasphème visant à interdire ce genre d'ouvrage.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à

**Londres, au +44 20 7413 5566, ou
consulter le site <http://www.amnesty.org>**